

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime  
par Marie-Anne Chabin, 2024

# Saint-Denis-d'Oléron

code INSEE : 17323

1302 habitants

Communauté de communes : Île d'Oléron



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W308) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier petit format grands carreaux Oxford, rouge, 96 p (90 grammes).

Couverture : nom de commune manuscrit (presqu'illisible).

Page de garde : logo de la mairie et titre.

Titre : Cahier citoyen.

9 contributions.

Reçu à la préfecture le 25 février 2019.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

Couples de retraités de 80 et 81 ans en Colère  
Taxes sur les classes moyennes  
Nos retraites sont ponctionnées (CSG)

Je propose un certain nombre de propositions :

- Toutes les personnes qui ont un revenu devraient payer un impôt (contribution citoyenne) même minime.
- Diminuer le salaire des hauts fonctionnaires au niveau de celui du Président de la République
- Diminuer fortement le nombre de conseillers qui travaillent à l'Élysée et dans les ministères
- Supprimer tous les comités "Touché Mich"
- Taxer les G.A.F.A
- Augmenter les retraites. Faire la réforme

Contribution : Transition écologique

### Préserver la planète et œuvrer pour privilégier l'emploi local

**La taxe carbone et le malus auto sont en fait des droits à polluer pour ceux qui peuvent payer.  
Cela ne prépare pas à la transition écologique !**

#### Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [ ].

**1. Manuscrit, 27 lignes, 185 mots (couple)**

Écologie

Pas d'écologie punitive. Ne pas vouloir à n'importe quel prix être « le meilleur élève de la classe » sans prendre en compte ce qui se fait, hélas, sur l'ensemble de la planète. Les changements d'habitudes doivent être mis en place sans brutalités et étalés dans le temps.

Retraites

Revenir sur la mesure scandaleuse concernant le non-indexation des pensions (la hausse de la CSG me semble être un très gros effort demandé aux retraités). Comme dans presque tous les pays, l'allongement de la durée de vie obligera inéluctablement de revoir l'âge du départ à la retraite. Tout en conservant une retraite par répartition, il serait bon de souscrire à des fonds de pension pour permettre à ceux qui le souhaitent d'avoir un complément de retraite par capitalisation.

Impôts

Pour aller vers une plus grande justice face à l'impôt, remise à plat totale du système.

Élections

Installer une dose de proportionnelle (entre 25 et 35 %).

80 km/h

Laisser aux responsables régionaux le soin de déterminer les zones qui peuvent être concernées par cette limitation.

Taux d'habitation

Supprimer la taxe d'habitation pour l'ensemble de la population.

A. et N. [Nom]

\_\_\_\_\_

**2. Manuscrit, 28 lignes, 174 mots (couple)**

Couple de retraités de 80 et 81 ans en colère.

Taxes sur les classes moyennes

Nos retraites sont ponctionnées (CSG). Impôts locaux, et pas d'augmentations depuis des années.

Nous sommes pénalisés d'avoir travaillé 48 H par semaine et fait des heures supplémentaires, pour arriver à vivre de notre travail. Aujourd'hui on nous taxe.

Nous n'avons ni RTT ni les 35 H par semaine, et je ne parle pas du travail non déclaré (ce qui fait de petites retraites). Merci les retraités, merci : ce sont vos paroles, Mr Macron, mais qui des retraités a demandé ce prélèvement?

Transports et soins

Hôpital de Rochefort ou Royan : 65 km env. Aller pour opérations, spécialistes, ou radio scanner, IRM ou autres ; ces frais de transports qui grèvent le budget.

Pas de transports pour joindre ses hôpitaux, il n'y a que la voiture. Si vous n'avez pas de voiture, de permis ou pour les personnes âgées qui ne conduisent plus, il reste les taxis ; mais qui peut se payer de telles sommes, et j'en passe.

M. et J. [Nom]

---

**3. Manuscrit, 8 lignes, 38 mots (homme)**

Il faut obliger les citoyens à voter pour les responsabiliser et mettre un PV pour ceux qui ne votent pas. Cela fera rentrer de l'argent dans les caisses. Et pour l'écologie, faire payer la TVA sur le kérosène.

M. [Nom Prénom]

---

**4. Manuscrit (feuille de cahier petits carreaux pliée collée), 13 lignes, 93 mots (homme)**

Saint-Denis, 17/11/18

Retraité en activité professionnelle comme 600 000 autres personnes, je me fais racketter par la caisse de retraite qui l'été affectée pour mon activité.

En effet ces caisses de retraite prélèvent nos cotisations retraite « à fonds perdus ». Cela signifie que les sommes versées ne viendront pas améliorer nos retraites ultérieurement. À l'heure actuelle, elles engraisent, ces caisses.

Première solution : les retraités sont dispensés de cotisations de retraite.

Deuxième solution : les retraités cotisent normalement et les cotisations versées constituent un matelas qui leur sera versé lorsqu'ils cesseront leur activité professionnelle.

[Prénom Nom Téléphone]

---

**5. Manuscrit, 7 lignes, 42 mots**

- Faire revenir les financements au niveau des communes, des régions.
- Mettre des retraites à + 63ans pour tous.
- Mettre une base minimale du niveau des retraites ainsi que le salaire minimum.
- Imposition complémentaire des maisons secondaires pour le renforcement des ressources locales...

G. [Nom]

---

**6. Manuscrit (4 pages, feuilles de cahier pliées, encre verte), 125 lignes, 608 mots**

Fiscalité et dépenses publiques:

Rétablir l'ISF

Augmenter le pouvoir d'achat en revenant aux 39 H, payées 39 bien sûr.

Arrêter les cadeaux fiscaux aux entreprises qui ne sont pas très efficaces. Exemple : les 52 M. du CICE.

57 M. de dividendes pour les actionnaires : scandaleux. Revoir la distribution, par ex : 30 % aux actionnaires, 30 % à l'entreprise en investir, 30% aux salaires qui créent la richesse.

Limiter à un le nombre de conseils d'administration dans lequel on peut siéger.

Les personnes qui ne paient pas d'impôt et qui profitent de l'optimisation fiscale, ne peuvent pas bénéficier de la gratuité des soins en France.

Toutes les personnes qui ont un revenu devraient payer un impôt (contribution citoyenne) même minime.

Diminuer le salaire des hauts fonctionnaires au niveau de celui du président de la République.

Diminuer fortement le nombre de conseillers qui travaillent à l'Élysée et dans les ministères.

Supprimer tous les comités « Truch Much »

Taxer les GAFAs.

Augmenter les retraites. Faire la réforme.

Que dire des salaires exorbitants de certains « agents » qui travaillent au Sénat, à l'Assemblée nationale...

Il me semble difficile de réduire le budget de l'éducation, de la santé ; par contre, on doit pouvoir réduire celui de l'armée. Notre armée doit garantir notre souveraineté mais nous n'avons pas les moyens financiers pour qu'elle joue les gendarmes dans le monde.

La France vit au-dessus de ses moyens (beaucoup de Français également) (dette colossale) donc il faut faire des économies. Moins d'impôt c'est aussi moins de services publics ; diminuer les services publics, c'est moins de personnes instruites, moins de personnes soignées, moins de sécurité et c'est plus de fraude, davantage de corruption.

Lutter plus efficacement contre la fraude à la TVA. La Belgique est un bon exemple.

#### Organisation de l'État et service public

Suppression de 50% des conseillers qui gravitent à l'Élysée, à l'Assemblée nationale, au Sénat, dans les ministères.

Suppression du Sénat.

Pôle emploi : 3,5 millions de chômeurs, des certaines d'offres d'emplois restent sans réponse. Chercher l'erreur.

Diminution de 30 % du nombre de députés.

Regroupement des petites communes (moins de 1000 habitants).

Suppression de l'ENA.

#### Transition écologique.

Face aux gros pollueurs que sont les États-Unis, la Chine, etc., notre contribution pour diminuer la pollution, aussi vertueuse soit-elle, ne changera pas malheureusement le problème. Cependant nous devons également réduire nos gaz à effets de serre mais ne soyons pas trop idéalistes.

Gardons les centrales nucléaires, nous n'avons pas les moyens financiers de les remplacer. Ce sont des installations « propres » même si le stockage des déchets pose un problème.

Développer les éoliennes et réduire les délais de construction.

Développer les panneaux photovoltaïques et les centrales de méthanisation.

Taxer les navires (cargos, paquebots, tankers) qui sont d'énormes pollueurs ainsi que les campagnes aériennes.

Interdire le glyphosate.

Développer le bio (le vrai) et les circuits courts.

La démocratie et la citoyenneté.

Afin d'améliorer notre démocratie, introduire un brin de proportionnelle (10%), pas plus. Trop de proportionnelle sera source d'instabilité gouvernementale.

Comptabiliser les votes blancs.

Immigration : oui mais raisonnable. Lier le nombre d'immigrés à la baisse de la natalité en France.

L'Europe

Oui à l'Europe et à l'euro.

Revoir de fond en comble le fonctionnement ou le non-fonctionnement de l'Europe.

Ce n'est pas le nombre d'adhérents qui fait la force de l'Europe. Actuellement, c'est une faiblesse. C'est la cohésion des adhérents qui fera la force de l'union. Force est de constater que cette cohésion est battue en brèche par des pays comme la Pologne, la Hongrie, la Roumanie... et pour d'autres raisons, l'Irlande, les Pays-Bas, le Luxembourg. Fixons de nouveaux critères d'adhésion (fiscalité, salaire minimum, secret bancaire, etc.).

---

**7. Manuscrit, 20 lignes, 138 mots (femme)**

Parité Homme-Femme

Trouvez-vous normal qu'une femme qui a une carrière longue soit obligée de travailler jusqu'à 62 ans au lieu de 60 parce qu'elle a pris deux congés parentaux pour élever ses enfants, alors que son ex-mari, lui, pourra partir à 60 ans ?

C'est une punition pour moi, puisque je suis dans ce cas. Je suis fatiguée en pensant qu'au lieu de laisser ma place aux jeunes dans 4 ans, je devrais attendre 6 ans pour enfin pouvoir me reposer. Annulez cette injustice SVP. Merci.

Économie de l'État

Pourquoi sommes-nous obligés de payer encore une voiture de fonction, des frais de déplacements, de nourriture, un garde du corps aux anciens présidents de la République : Giscard, Chirac, Sarkozy, Hollande... Cela pourrait être réduit à 3 ou 5 ans après la fin de leur mandats voire annulé !

---

**8. Dactylographié (3 pages), 88 lignes, 811 mots (homme)**

[ajout manuscrit] En espérant que ces contributions pourront être transmises... [Prénom Nom  
Signature]

*Contribution: Impôts et taxes*

**Pour une meilleure répartition des taxes et une diminution des charges sur les salaires.**

*Préambule*

Nous avons tous appris qu'au Moyen Âge, les serfs étaient « taillables et corvéables à merci », que ceci était inadmissible, ces « taxes » trop importants maintenant une certaine population dans la misère.

*Situation actuelle*

En 2018 les taxes sur les salaires – c'est-à-dire sur les salariés – sont à un niveau trop élevé, ruinant la compétitivité des entreprises françaises face à la main d'œuvre étrangère, entraînant un chômage insupportable pour notre société, et ne permettent pas à certaine catégorie de « boucler les fins de mois » de façon sereine. D'où le ras-le-bol des citoyens qui n'en peuvent plus des taxes !

Et pourtant, nous tenons à notre protection sociale, financée grâce à la collecte de taxes !

Comment faire pour maintenir ce niveau de protection ET la compétitivité du travail ?

#### *Proposition*

Les salariés ne doivent pas être taillables à merci !

**il faut donc ne laisser en charge salariale que les charges liées à la constitution de la retraite.**

Et supprimer toutes les autres taxes sur salaires, aussi bien part salarié que part employeur !

De ce fait le salaire net est très largement amélioré pour un même niveau de salaire brut (et le bulletin de salaire simplifié !). De même le coût salarial pour l'employeur [est] très amélioré.

Mais comment collecter les taxes alors disparues ?

**Il faut alors répartir l'ensemble des taxes non perçues du fait de ce dispositif (assurance-santé, chômage, CSG...) non sur le travail mais sur l'activité économique faite en France ! C'est-à-dire sur le chiffre d'affaires.**

Le pourcentage pourrait être modulé en fonction du chiffre d'affaires – c'est-à-dire de la taille de l'entreprise – mais toutes les entreprises exerçant activité en France participeraient à l'effort pour la protection sociale et au système de santé, quel que soit leur nombre d'employés. Que ce soit les GAFAs ou le transporteur des pays de l'Est ...ou Airbnb !

« Activité économique faite en France », cela concerne soit le lieu d'activité pour les produits manufacturés soit le lieu de commande et/ou livraison pour le commerce en ligne. L'assiette de calcul de ces taxes étant beaucoup plus importante qu'actuellement (masse salariale nationale), l'ensemble du poids de ces taxes (sur salaire et sur chiffre d'affaires) devrait diminuer par rapport aux taxes sur salaires actuelles pour les entreprises qui y contribuent aujourd'hui. Par exemple, le coût de fonctionnement d'un hôpital à effectif constant serait de ce fait diminué !

#### *Mise en œuvre*

Ceci peut s'apparenter à un big-bang sur la politique fiscale mais tout autre ajustement serait compliqué et complexifierait notre « usine à gaz fiscale » incompréhensible pour le citoyen.

Bien évidemment cette mise en œuvre nécessitera de faire preuve d'imagination afin d'imagination afin d'être conforme aux règles internationales et de pédagogie pour l'expliquer.

#### *Contribution: Transition écologique*

##### **Préserver la planète et œuvrer pour privilégier l'emploi local**

**La taxe carbone et le malus auto sont en fait des droits à polluer pour ceux qui peuvent payer. Cela ne prépare pas à la transition écologique !**

Afin de diminuer le réchauffement climatique, il a été instauré une « taxe carbone » pour inciter les (grandes) entreprises à diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre.

Mais la mise en place de cette taxe a entraîné la création d'une bourse carbone permettant à certaines entreprises à continuer à polluer en « achetant » des droits et est de ce fait difficile à

comprendre par les Français salariés. De plus la complexité des procédures a permis certaines malversations sur ce marché (condamnation de Gregory Zaoui pour fraude à la taxe carbone).

Enfin cette taxe n'incite pas à limiter les trajets incompréhensibles des marchandises (voir le scandale « Spanghero » avec un trajet de la viande entre le Sud-Ouest français, la Hollande et des pays de l'Est, sans compter un passage par Malte pour la commande...).

Il faut donc instaurer une taxe – même faible – au km parcouru/kg afin d'inciter d'acheter local (dans un rayon de 300 à 500 km à l'intérieur duquel la taxe serait égale à zéro).

Cela favorisera les emplois locaux, évitera le gaspillage d'énergie dû aux transports, et la saturation des réseaux routiers.

Cela ne répond qu'au bon sens, compréhensible par tous.

Cela n'est pas une taxe douanière déguisée car des marchandises livrées dans le sud de l'Espagne venant du Maroc auraient moins de « taxe km » que celle venant du Pays basque espagnol ou du nord de la France ! Elle éviterait par exemple l'importation massive de moutons australiens et favoriserait ainsi les éleveurs européens.

Bien évidemment cette taxe s'appliquerait aux produits alimentaires et autres produits manufacturés mais ne concernerait pas les métaux rares ou autres matières premières brutes (voire même éventuellement des produits issus de la première transformation – de l'acier par exemple).

---

**9. Manuscrit, 8 lignes, 46 mots (homme)**

[Nom Prénom]

- Indexation des pensions de retraite sur l'inflation, plutôt 7 % que 2,5 %.
- Proportionnelle intégrale. 35 % des Français ont voté Le Pen ; 4 députés à l'Assemblée, est-ce normal ?
- Smic 1500 € nets financé par les entreprises ou l'État car il donne il reçoit.

[FIN]